

L'assassinat de Berta Cáceres, le Droit à la Consultation et les Banques FMO, BCIE et FinnFund

OFRANEH

Sambo Creek, 10 Mars 2016. - L'assassinat de la dirigeante Lenca Berta Cáceres, le 3 mars dernier, dans sa maison de La Esperanza, Intibuca, met en évidence les risques énormes qu'encourent les personnes qui se consacrent à la défense de l'environnement et des peuples indigènes dans les pays qui sont en train d'être recolonisés par le néolibéralisme.

La lutte infatigable qu'a livrée Berta pour protéger le rio Gualcarque, entre autres, a permis que beaucoup d'honduriens plongés dans la désinformation découvrent comment après le coup d'Etat de 2009, l'élite politico-patronale du pays à la requête d'organismes internationaux s'est partagé les bassins hydrographiques du Honduras dans le but présumé de produire de l'énergie propre.

La farce de l'énergie « propre » produite par la mort des rivières, s'est transformée en l'un des négoce les plus lucratifs pour les minuscules élites au pouvoir en Amérique Centrale, qui ont reçu les concessions octroyées par les états-nations, une grande partie des projets passant outre le droit à la Consultation Préalable Libre et Informée (CPLI), consignée dans la Convention 169 de l'OIT et dans la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes.

Une des batailles que Berta Cáceres a livrée fut précisément la défense du territoire du peuple Lenca, par la mise en œuvre et le respect de la Consultation Préalable, qui a été foulée aux pieds au Honduras dès qu'elle fut ratifiée dans la Convention 169 de l'OIT en 1995. Toutes les administrations gouvernementales du Honduras ont violé le Droit à la Consultation, faisant passer un soit-disant « développement » avant les droits territoriaux que nous les peuples indigènes possédons sur nos territoires ancestraux. Berta fut une défenseure combative tant des territoires indigènes que de la CPLI et de son implémentation.

Pendant des décennies il y eut une docilité apparente des peuples indigènes et leur histoire a été écrite avec une encre invisible jusqu'à ce que les organisations indigènes du Honduras réclament au milieu des années 90 leurs droits territoriaux et le respect de la CPLI. C'est au début de ce millénaire que les organismes internationaux s'allient à l'Etat dans le but de diluer les revendications au moyen de l'ONGénisation des fédérations qu'ils domestiquèrent à coup de projets.

Au cours de la dernière décennie, le Honduras a approuvé et impulsé des politiques néolibérales qui condamnent nos peuples à la disparition. Elles comprennent entre autres : des centaines de barrages hydroélectriques, des projets miniers, l'expansion de la production des agrocarburants et finalement les Zones d'Emploi et de Développement Economiques, connues sous le nom de villes modèle.

Berta fut une des voix les plus éloquentes et les plus tenaces en faveur des droits des peuples indigènes, des femmes et des déshérités en général d'un pays plongé dans la corruption et la violence. Son attitude dans un Honduras caractérisé par la docilité, fut suffisante pour que la droite cavernicole la condamne à mort.

DESA, le barrage sur le rio Gualcarque et son financement.

Développements Energétiques Société Anonyme (DESA) l'entreprise propriétaire du projet est née en 2011, elle est constituée par Las Jacarandas, appartenant à Mr. José Eduardo Atala et par la compagnie Puissance et Energie de MésoAmérique (PEMSA) représentée par Gerardo Carrasco Escobar ; toutefois il n'existe aucune information publique sur l'identité des propriétaires de Las Jacarandas et de PEMSAS.

Au début il y eut un rapport sur le financement de DESA par la Banque FICOHSA, qui reçut des fonds de la Banque Mondiale (BM). Cependant la BM a nié avoir investi dans le barrage de Agua ZARCA.

L'opposition des communautés dans le voisinage du projet provoqua immédiatement la militarisation du secteur. Il convient de mentionner que le président de la Junte de Direction de DESA est Mr. David Castillo Mejía, qui fut Ministre de l'Intérieur sous l'administration de Ricardo Maduro [parti National]. Le secrétaire de DESA, Roberto Pacheco Reyes, est un officier des services secrets de l'armée hondurienne.

Le projet hydroélectrique a bénéficié du soutien financier de la Banque Centroaméricaine d'Investissement Economique (BCIE), de la Banque Hollandaise pour le Développement (FMO) et du Fonds Finlandais de Coopération Industrielle (FINNFUND), institutions qui, jusqu'à ce jour, persistent dans leur mépris du CPLI.

La BCIE et le FMO sont impliquées dans le financement de la construction controversée du barrage de Barro Blanco au Panama, rejetée par les peuples Ngöbe-Buglé, face à l'absence d'un processus de consultation outre la destruction de centres de cérémonie, comme les pétroglyphes du rio Tabasara.

La BCIE, comme le FMO et l'institution allemande KFW, ont envoyé une lettre à la viceprésidente du Panama, Mme Isabel de Saint Malo, à propos de la suspension de la construction du barrage de Barro Blanco, décision prise le 9 Février 2015, sous les pressions des indigènes panaméens. Les banques n'ont pas caché leur contrariété, et en plus les agences multilatérales de développement ont averti que la décision de suspendre Barro Blanco pèsera au détriment de futurs prêts.

Le chantage de FMO, KFW et de la BCIE, démontrent un manque singulier de respect vis à vis des droits humains des peuples indigènes. Mais même dans le communiqué qu'elle a émis pour condamner l'assassinat de Berta Cáceres, la FINNFUND laisse entendre en fin de compte que le projet continuera.

La FMO a accordé à la Banque FICOHSA un petit emprunt de 60 millions de US\$, pour investir dans des projets de présumée énergie propre. La Banque FICOHSA est sous le coup d'une enquête au Panama pour blanchiment d'actifs, et on l'accuse au Honduras d'être impliquée dans le blanchiment de fonds provenant de l'énorme vol perpétré par l'actuel parti au pouvoir au détriment de l'Institut Hondurien de la Sécurité Sociale (IHSS).

L'attitude des institutions bancaires nous amène à manifester la réprobation de notre peuple et de l'OFRANEH devant le manque d'éthique et le non-respect des engagements *Pro Homine* contenus dans les déclarations et les traités internationaux destinés à éviter que se perpétue le colonialisme dont les peuples indigènes souffrons. Pour les banques, la CPLI n'est qu'une figure juridique décorative, tandis qu'ils financent sans trop se cacher la division et la répression contre nos peuples.

Nous exigeons de l'Union Européenne qu'une fois pour toutes soient respecté le Droit à la Consultation et qu'elle cesse de financer des projets obsolètes comme le sont ceux des barrages hydroélectriques, en particulier dans des zones où le changement climatique les rendra inutiles.

L'assassinat de Berta Cáceres n'aurait pas eu lieu si les financiers avaient pris en compte les conditions sociales et politiques que traverse le Honduras. En fin de compte les institutions financières européennes et la BCIE ont, avec le financement de Agua Zarca, récompensé le clan Atala, directement impliqué dans le coup d'Etat de 2009.

Organisation Fraternelle Noire Hondurienne, OFRANEH

Source: <http://www.alainet.org/es/articulo/175969>